

*Conférence prononcée à Marseille le 3 avril 2008 sur invitation de l'Association  
« Echange et communication des savoirs »*

## **Globalisation et communautarisation du monde : quel futur pour la laïcité ?**

**Georges Corm**

### **Introduction : l'ère des rétractions identitaires et des mémoires historiques menace le sens et la fonction de la laïcité**

Nous vivons dans une époque fort curieuse. Elle est agitée de courants contradictoires, stimulés par de nombreux changements techniques et intellectuels. Les décors du monde et les « régimes de vérité », pour employer l'expression de Michel Foucauld, sont en pleine évolution et bouleversement.

Le grand paradoxe que nous vivons est celui de la multiplication des rétractions identitaires et des célébrations de mémoires historiques spécifiques qui accompagnent la généralisation de la globalisation et de la mondialisation et sont vraisemblablement provoquées par elle. On célèbre des mémoires, mais l'histoire acquière de plus en plus une tournure mythologique et une fonction d'orthodoxie politique; on célèbre le retour du religieux, mais la pensée théologique ne progresse guère, cependant que la lecture littéraliste et politique des grands textes religieux fondateurs domine la scène de ce retour; on vante les bienfaits du libéralisme, mais on constate la multiplication des poches de paupérisation et d'exclusion, la concentration toujours plus forte de richesses au mains de quelques uns, la généralisation de la corruption et de l'abus de biens sociaux dans la vie économique ; on se félicite de la généralisation progressive de la démocratie, mais dans le même temps les conflits ethniques et religieux se multiplient, cependant que la concentration du pouvoir économique, médiatique et financier aux mains de quelques uns fausse toutes les règles de la démocratie.

Enfin, on s'interroge à nouveau, comme au XIX<sup>e</sup> siècle sur la finalité de l'Histoire, mais les réponses sont toujours aussi loin des réalités et des besoins de l'Humanité. Sommes-nous condamnés à une guerre perpétuelle de civilisations, comme le pensent certains ? Ou bien, la raison, l'Etat de droit, la protection de l'individu et la recherche de règles équitables dans les relations entre les nations sont-ils encore une finalité réaliste ? Peut-on encore être kantien et cosmopolite dans le monde inquiétant qui est le nôtre ? Peut-on encore croire à des valeurs républicaines et citoyennes ? Faut-il rester attaché à la laïcité, alors qu'elle est si violemment contestée, voir abhorrée, en de nombreux endroits du monde ?

Ce sont ces paradoxes et contradictions de ce début du XXI<sup>e</sup> siècle que nous tenterons d'explicitier dans un tour d'horizon axé sur trois questions majeures. D'abord, celle de la nature de la laïcité et sa différence essentielle avec la notion de la sécularisation qui est souvent présentée, à l'opposé de la laïcité, comme une solution raisonnable et beaucoup plus respectueuse des croyances et convictions religieuses. Ensuite, celle du rôle clé des conflits du Moyen-Orient dans l'avenir de la laïcité dans le monde. Enfin,

celle du combat à mener pour sauvegarder et renouveler l'esprit des valeurs républicaines.

## **I. Laïcité et sécularisation : deux notions opposées**

### *Le règne de la caricature et de la confusion intellectuelle*

Une grande confusion intellectuelle règne dans les vocabulaires qui visent à désigner la sortie du modèle de gestion de la cité réglé par les conceptions religieuses et par les lois qui en découlent directement. La sécularisation est un modèle anglo-saxon et allemand et, de façon générale, inspiré des valeurs des différentes églises protestantes. Dans l'opinion commune, ce modèle serait plus accommodant et plus respectueux de la religion que celui de la laïcisation dont le modèle de base est français. La sécularisation aurait réalisé un meilleur équilibre entre le respect de la foi et la liberté individuelle que la laïcisation à la française. Cette dernière, en effet, ne parvient à être débarrassée de l'accusation d'anticléricalisme et de manque de respect des valeurs et croyances religieuses.

En réalité, cette caricature intellectuelle d'un problème fort complexe, accompagne une communautarisation du monde, encouragée par un modèle impérial américain, politique et culturel, où la nation américaine se définit elle-même comme une « nation de croyants » qui a mis en pratique les principes de sécularisation, non par conviction, mais par souci de la liberté de croyance. En fait, comme nous le verrons, les principes de la sécularité favorisent la vie communautaire au détriment de la vie citoyenne dans la cité. C'est pourquoi la généralisation de la culture américaine contemporaine ouvre la porte à un communautarisme, pratiqué et encouragé à l'échelle du monde, car il facilite la gestion impériale de la planète.

Il s'agit là d'un modèle à l'opposé de celui de la laïcité, modèle citoyen et républicain, qui se réclame du « cosmopolitisme » au sens le plus noble du terme, celui donné par la philosophie kantienne des relations internationales visant à établir la paix perpétuelle entre les nations ou les Etats. Aussi, il convient ici de bien expliciter cette opposition entre les deux modèles afin de saisir les enjeux majeurs des batailles d'idées et de comportements qui se déroulent sous nos yeux de façon complexe, passablement embrouillée même, pourrait-on dire.

Les deux modèles sont en fait le produit des très longues guerres de religion qui ont ravagé l'Europe durant près de 150 ans. Le monopole de la vérité religieuse de l'Eglise romaine a été cassé par les révoltes protestantes successives. Mais la « Réforme », suivant le vocabulaire aseptisé, employé pour désigner ces guerres de religion, se fragmente dans la réalité en plusieurs églises différentes et concurrentes. Après avoir refusé la suprématie de la papauté et lui avoir dénié tout droit à la définition du dogme de l'Eglise, la logique de la révolte protestante ne pouvait amener qu'à la fragmentation du christianisme en différentes églises autonomes en compétition.

### *Le modèle anglo-saxon de la sécularisation met la religion dans la cité*

Toutefois, de façon paradoxale, cette fragmentation, loin de faire perdre à la religion son rôle central dans la vie politique et sociale, l'intensifie. Le catholicisme romain avait séparé le monde des clercs de celui des laïcs, avait forgé une société religieuse distincte et séparée de celle des laïcs, avec ses règles propres, ses institutions économiques et sociales, sa hiérarchie et même sa noblesse. Le protestantisme abolit cette séparation, en commençant par « séculariser » les biens de l'Eglise romaine que s'approprient la noblesse laïque qui gouverne les différentes provinces européennes. Le mot « sécularisation » désigne donc à l'origine cette opération massive de transfert de richesse de l'église au pouvoir politique et à la société dite civile. Ce processus aboutit, fort logiquement, à l'intégration sociale et économique de la société religieuse dans la société civile.

Désormais, la religion est totalement dans la cité et non plus séparée d'elle comme dans les pays catholiques. Les pasteurs vivent une vie dans le monde et non hors du monde comme les prêtres catholiques. Le pouvoir spirituel qui tenait en bride le pouvoir temporel disparaît en pays protestant, mais le pouvoir temporel se doit d'assurer à la religion une place centrale dans la vie de la cité. Les modèles politiques à suivre seront tirés de l'Ancien Testament. La Révolution de Cromwell en Angleterre est légitimée à coup de citations bibliques et non plus des paroles du Christ à portée universelle et indifférentes aux problèmes du pouvoir politique; les Puritains qui commencent à coloniser l'Amérique du Nord le font sous l'étendard religieux d'une nouvelle terre d'Israël que Dieu leur attribuerait.

Le nationalisme anglais ou américain ne parviendra jamais, d'ailleurs, à se défaire de l'idée religieuse de l'élection de ces deux peuples par Dieu, de leur prédestination à la grandeur et à la conquête, sentiment que leur insuffle la lecture intensive et souvent littéraliste de l'Ancien Testament. A Genève, Calvin établira une théocratie directe et dictatoriale où pouvoir religieux et pouvoir temporel sont totalement unis. En Angleterre, l'Eglise anglicane devient l'Eglise officielle du royaume et le souverain en est le chef hiérarchique.

Aux Etats-Unis, en raison de la pluralité d'appartenance des colons à différentes églises réformées, souvent rivales et hostiles les unes envers les autres, les Constituants auront la sagesse de consacrer la liberté de conscience et de refuser l'existence de toute église d'Etat. C'était garantir la paix sociale et religieuse à une époque où chaque église réformée est encore dans une phase militante et combative que certaines gardent jusqu'aujourd'hui aux Etats-Unis. C'est autour de l'église que s'organise en Angleterre, mais ensuite bien plus aux Etats-Unis, une intense vie communautaire.

Les conditions même de la conquête des vastes espaces nord américains favorisent, d'ailleurs, l'intensité de la vie communautaire. A la différence du petit territoire européen relativement bien urbanisé, déjà quadrillé d'institutions sociopolitiques et culturelles séculaires, les colons américains arrivent sur des espaces non urbanisés aux dimensions exceptionnelles, occupés de façon dispersée par les tribus indiennes aux mœurs et au stade de civilisation tout à fait différentes. La vie s'organise naturellement autour du temple. Entre les fidèles et leur lieu de culte point de distance physique; le pasteur est un homme comme les autres qui pratique un métier, se marie et fonde une famille ; il est un participant plein et entier de la vie économique et sociale de la communauté.

*En pays catholique, la lutte des deux pouvoirs finit par aboutir au modèle de la laïcité à la française*

Toute autre sera l'évolution en pays resté catholique. Dans ces pays, la rivalité entre les deux pouvoirs temporels et spirituels continuera implacable. La Révolution française tentera de mettre au pas le clergé et d'adopter un culte de l'Être suprême derrière lequel peuvent être rassemblés les citoyens de toute confession. Ce sera peine perdue et le clergé français restera longtemps largement réfractaire aux idées nouvelles. La guerre des Chouans laissera des blessures profondes. Napoléon rétablit la religion, mais ses démêlés avec la papauté seront célèbres. La royauté rétablie, la tension entre l'Etat et l'Eglise cesse ; sous le Second Empire, la situation ne change pas, d'autant que l'impératrice Eugénie est très pieuse et attachée à la religion. L'église continue de jouir d'une grande influence sociale et culturelle, notamment à travers le réseau de ses écoles et de ses institutions caritatives. Ce n'est qu'avec de la Troisième République, que les positions vont se radicaliser et que l'Etat républicain conforté, après 1875, aura pour objectif d'assurer une éducation laïque et républicaine qui assure la loyauté de tous les citoyens à leur Etat. C'est en 1905, sous le ministère Combes que le rôle de l'église est fortement diminué et que l'enseignement public et républicain assure sa prédominance.

La laïcité à la française est le produit de cette histoire mouvementée. Le rayonnement de la France, le pays phare de l'évolution politique et de la démocratisation en Europe, lui assurera une large diffusion et notoriété dans d'autres parties de l'Europe et même ailleurs dans le monde. Cette notoriété est restée jusqu'aujourd'hui à double tranchant, car on assimile trop souvent le modèle français aux épisodes historiques très courts où le clergé français fut persécuté en France ou même à d'autres épisodes révolutionnaires hors de France, comme en Russie bolchevique où le clergé et même la pratique religieuse des fidèles furent combattus avec vigueur. Aussi, la notion de laïcité ne parvient-elle pas à être débarrassée de l'image d'une doctrine athée et anticléricale. Jusqu'aujourd'hui, en Europe même, les milieux catholiques fondamentalistes considèrent la laïcité comme un système incompatible avec celui de leur croyance religieuse. D'ailleurs, le vocabulaire des textes officiels du Vatican évoque toujours la laïcité négativement, comme un système incompatible avec la foi catholique, parce que censé permettre la promotion de l'athéisme ou du déisme et de l'agnosticisme. Aussi, la tendance est-elle de considérer le système de la sécularisation suivant le modèle américain, comme de loin préférable à celui de la laïcité.

Hors de l'Europe et des Etats-Unis, en particulier dans les pays musulmans, la laïcité a acquis au cours des dernières décades une réputation très négative sous le coup de différents facteurs que nous évoquerons plus loin. Le retour en force des traditions de pensée anti-Lumières qui caractérise la pensée politique actuelle en a fait le synonyme d'un système de gouvernement anti-religieux qui persécute les hommes de religion, les soumet au contrôle étroit de l'Etat et tente de faire reculer chez les citoyens la croyance dans des valeurs religieuses transcendantes. Plus grave encore, la laïcité est assimilée à une composante du totalitarisme et de la pensée utopique progressiste qui

aurait fait le malheur du monde. Les partis musulmans politico-religieux y voient une forme d'athéisme pervers à combattre et son adoption comme consacrant une dépersonnalisation dangereuse des musulmans leur faisant perdre leur identité et leur spécificité.

Pourtant, à la différence d'un système politique sécularisé, rien n'est plus clair qu'un système laïc. Certains de ses principes sont à identifier correctement pour saisir le rôle majeur qu'il peut jouer dans le recul des formes d'autoritarisme et d'instrumentalisation de la religion à des buts de puissance politique dans la vie de la cité.

### *Les mérites du système laïc*

Nous en voyons au moins trois qui méritent d'être soulignés ici et qui distinguent clairement la laïcité de la sécularité.

#### 1) L'affirmation de l'humanisme comme principe régulateur des sociétés et source d'éthique et de morale

En vertu de ce principe, toute vision d'une hiérarchie des civilisations, des races, des cultures et des religions est bannie. Derrière chaque civilisation, il y a des hommes qui se valent dans leur humanité, quelles que soient les spécificités de nature anthropologiques et historiques qui caractérisent les différents groupes humains collectifs.

C'est à partir de ce principe que l'on peut élaborer, en s'appuyant sur le modèle de raisonnement kantien, une éthique et une morale dégagées du poids des croyances spécifiques religieuses. C'est à partir de cette morale que l'on peut établir la citoyenneté et la paix sociale dans chaque société, mais aussi dans les rapports des sociétés entre elles.

#### 2) La création d'un espace public séparé de l'espace privé qui permet le déploiement de la citoyenneté

Cette séparation des deux espaces permet l'épanouissement de la société. Dans son espace privé, le citoyen peut pratiquer toutes les spécificités qu'il désire dans ses croyances religieuses, dans son habillement, voir dans la langue qu'il aime employer si la langue officielle du pays n'est pas celle de ses origines ethniques.

Dans l'espace public, en revanche, ses croyances et ses habitudes privées doivent être remises, car il est un citoyen dont le comportement est le résultat d'une éducation civique qui lui inculque l'éthique et la morale du bien commun de la cité et de ses rapports avec le monde extérieur. Bien entendu, l'espace public aujourd'hui s'entend non plus seulement comme étant celui de l'école publique, des services publics et des organes de l'Etat, mais aussi comme celui des médias de natures diverses, en particulier la télévision ou la radio qui pénètrent dans tous les foyers et deviennent de la sorte une partie intégrante de l'espace public compte tenu du nombre d'heures passées devant le petit écran ou à écouter une radio. Si les médias véhiculent les valeurs d'ordre privées religieuses ou ethniques, il s'agit alors d'un usage de l'espace

public comme un moyen de resserrer des liens ethniques ou religieux ou de promouvoir de tels liens.

### 3) La recherche du bien commun à l'intérieur des sociétés et entre les sociétés

L'espace public est justement celui où se discutent les affaires de la cité, où s'élaborent les règles d'éthique et de morale publiques d'où découlent les lois et réglementations qu'il convient d'appliquer, ainsi que les politiques à mettre en œuvre pour atteindre ce qui est défini comme le bien commun ou le bien public, c'est-à-dire l'objectif recherché par la société pour améliorer la vie des citoyens, assurer leur bien être psychologique et matériel et protéger la solidarité nationale face aux défis extérieurs.

On voit à travers ces trois principes la différence qui sépare un régime de sécularisation de la religion d'un régime laïc. Dans le premier, identité et valeurs religieuses sont au centre de la vie publique, la religion ou les origines ethniques peuvent être directement investies dans les débats ou dans la compétition politique ; dans le second, religion et origines ethniques sont restreintes au domaine privé des citoyens. Dans le premier cas, les communautarismes de toute sorte et leurs groupes de pression sont encouragés à s'exprimer dans l'espace public ; dans le second, ils sont considérés comme une entrave grave au fonctionnement de la citoyenneté et de l'esprit républicain.

*Faut-il valoriser la communauté ou la société ?*

En réalité, nous retrouvons ici un vieux débat suscité par la sociologie allemande d'inspiration protestante qui a valorisé historiquement la notion de « communauté » organique et spirituelle et l'a opposé à la notion de « société » considérée comme un produit artificiel de la modernité et de l'urbanisation accélérée. Dans un cas, la permanence de statuts différenciés et hiérarchisés de différentes catégories de population est valorisée, car elle permet de maintenir la communauté organique ; dans l'autre, au contraire, l'objectif républicain est de transcender les liens organiques de chaque individu pour faire naître le lien citoyen qui attache l'individu à la communauté nationale qui ne peut être que supra ethnique et au-dessus des particularismes religieux.

Evidemment, dans le monde globalisé que nous vivons où se sont multipliés les migrations et où les moyens de communication moderne et les médias devenus transnationaux permettent à chaque individu de rester quotidiennement attaché à son terroir et à sa langue d'origine, le choix entre les deux modèles devient une question particulièrement aigüe. Les Etats-Unis et l'Angleterre qui ont eu un parcours impérial qui perdure jusqu'aujourd'hui et dont le fonds de culture protestante est toujours très prégnant sont, par la force des choses, entraînés vers le modèle de la sécularité et du communautarisme, modèle que la globalisation économique qui constitue leur credo politique de base encourage de façon spontanée.

Peut-on dans ce contexte sauver les valeurs républicaines de l'avance implacable d'une sécularisation/communautarisation du monde ?

## II. Les enjeux de la laïcité se jouent principalement au Moyen-Orient

*La grille interprétative des conflits du Moyen-Orient mêle scandaleusement religion et politique*

C'est au Moyen-Orient que se joue depuis longtemps le sort des valeurs républicaines à la française et de la laïcité qui constitue son pilier majeur. D'abord parce que les conflits à répétition qui déchirent cette région du monde ont toujours été insérés dans une grille interprétative qui mêle scandaleusement l'invocation de valeurs religieuses dans la présentation de l'analyse des données. Cela permet de paralyser le sens critique des citoyens sur la politique menée par leur gouvernement, occidental ou oriental, dans cette région tourmentée du monde. Des Croisades à la « Question d'Orient » au XIX<sup>e</sup> siècle au concept de « guerre de civilisation » si à la mode aujourd'hui, c'est toujours le même amalgame du politique et du religieux qui paralyse la pensée critique, la réflexion citoyenne et fait barrage à l'instauration de l'esprit laïc dans les sociétés monothéistes d'Europe, des Etats-Unis et de l'Orient musulman.

Ensuite parce que même sécularisée, de larges pans de la pensée philosophique européenne moderne a conservée un fonctionnement à base de l'archétype biblique, c'est-à-dire, comme je l'ai expliqué dans mon ouvrage *Orient-Occident. La fracture imaginaire*, la croyance dans une mission supérieure de l'Occident dans le monde, d'une bonne parole à prêcher aux quatre coins de la planète, de philosophes prophètes ayant décrypté les mystères du « sens de l'histoire » et montré le chemin à suivre par le reste de l'humanité.

*L'éphémère période laïque du Mouvement des Non-alignés*

Pourtant, après la fin de la Seconde Guerre mondiale, on a pu croire que le monde se débarrassait de cette hantise du religieux dans les relations internationales, hantise qui est fonction, non seulement des intérêts de puissance des Etats, mais aussi de la permanence de structures de pensée et de vision du monde imprégnées de lectures de l'Ancien Testament. En effet, au Moyen-Orient, le mouvement nationaliste arabe luttant pour l'indépendance des pays arabes, alors tous colonisés par la France ou l'Angleterre, n'avait aucune coloration religieuse. Il en était de même du Mouvement des Non Alignés, constitué en 1955 à Bandung, capitale de l'Indonésie nouvellement indépendante, et qui regroupait tous les pays du tiers monde nouvellement indépendant. La rhétorique revendicative du Mouvement à l'égard des pays industrialisés et anciennement puissances coloniales, y compris celle de l'un de ses principaux ténors, le chef de l'Etat égyptien, Jamal Abdel Nasser, ne faisait jamais la moindre allusion à une religion ou à des valeurs religieuses. Elle n'expliquait pas plus le colonialisme ou la lutte de libération nationale comme liés à des problèmes de civilisation ou de valeurs culturelles et religieuses.

Bien au contraire, le discours du Mouvement et des représentants de ses Etats membres était articulé sur les grands principes de la philosophie des Lumières et de la Révolution française. Profondément laïc dans son essence, le discours était centré sur des problèmes de juste répartition des richesses entre pays industrialisés et pays en développement, du droit à la souveraineté des Etats sur leurs richesses naturelles, sur le juste prix des matières premières et autres sujets profanes ne faisant appel qu'aux principes universels de justice établis par les Lumières, la Révolution française et la pensée kantienne.

### *Les facteurs ayant contribué à faire disparaître cette laïcité*

Cet apport majeur à l'extension de la pensée laïque dans le monde a cependant été très vite contré par une série de facteurs adverses qui ont poussé à rétablir l'instrumentalisation des valeurs religieuses dans la géopolitique internationale.

#### 1) L'instrumentalisation des trois monothéismes dans la Guerre froide

Le premier de ces facteurs a été l'instrumentalisation des trois monothéismes juif, chrétien et musulman dans la Guerre froide pour contrer l'extension du communisme dans le tiers monde et pour encourager la dissidence à l'intérieur de l'URSS et des pays satellites. Les mouvements de fondamentalismes religieux ont été encouragés partout, en particulier dans les pays musulmans, cependant que les origines polonaises du pape Jean-Paul II, ses convictions ardentes et sa forte personnalité ont servi aussi de moyen de lutte contre l'URSS et les courants de pensée marxisants dans le monde. De même, l'Etat d'Israël devenu un centre majeur de soutien au judaïsme s'est lui aussi mobilisé dans la Guerre froide aux côtés des Etats-Unis.

Le sommet de cette évolution a été atteint lorsque, après l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS, des dizaines de milliers de jeunes arabes et de jeunes musulmans d'autres nationalités ont été entraînés militairement et idéologiquement à aller mener la résistance à l'invasion soviétique, non pas dans le cadre d'une aide à un mouvement de libération nationale, mais dans celui du Djihad, ou de la guerre sainte contre les infidèles marxistes et athées. Ce sont ces mêmes brigades de combattants jihadistes qui seront ensuite envoyés en Bosnie, au Kosovo et en Tchétchénie. C'est bien sûr d'elles qu'est issue la nébuleuse terroriste d'Al Quaëda.

#### 2) La multiplication des Etats à prétention religieuse et la création d'une organisation internationale basée sur le lien religieux

Un autre facteur qu'il faut mettre en valeur ici est la multiplication des Etats du Moyen-Orient à prétention religieuse, c'est-à-dire dont l'idéologie de constitution se veut l'incarnation représentative d'une identité religieuse et des valeurs qui en découlent. En fait, le premier de ces Etats a été celui d'Arabie saoudite, créé en 1925, par une conquête territoriale violente de très larges espaces de la péninsule Arabique que réalise une alliance entre la famille des Saoud et les adeptes d'un penseur musulman rigoriste, Mohammed Abdel Wahhab, fondateur du mouvement Wahhabite. La montée progressive en puissance de cet Etat, puis son alliance étroite avec la politique des Etats-Unis dans le monde et les énormes moyens financiers de sa fortune pétrolière ont fait du royaume saoudien et du mouvement wahhabite, qui était

resté très marginal en Islam jusque dans les années soixante du siècle dernier, une composante majeure du retour du religieux en politique internationale.

En 1947, la création de l'Etat du Pakistan par la sécession d'une large partie des Indiens musulmans met sur l'échiquier international un second Etat qui se définit par la religion de la majorité de ses citoyens. En 1969, le coup d'Etat militaire entraîne l'élimination du président Bhutto dont le tempérament était manifestement laïc. Le nouveau régime met en application une forme radicale de la *sharia* islamique, celle même que seul pratique le Royaume saoudien. En cette même année 1969, et toujours dans le cadre de la Guerre froide et de la lutte contre le communisme, un coup d'Etat militaire renverse en Indonésie le très laïc et œcuménique président Ahmed Soekarno. Le général Suharto qui lui succède laisse faire une islamisation rampante de la vie politique de ce pays, derrière laquelle il cache commodément le système de corruption qui s'installe sous son égide. La même année aussi, au Soudan, le Président Numeiry, socialiste et d'obédience nationaliste arabe nassérienne laïque décide de mettre lui aussi en pratique la loi coranique suivant le modèle saoudo-pakistanaï. En cette même année 1969, l'Arabie saoudite, le Pakistan et le Maroc lancent l'idée d'un regroupement des Etats musulmans dans une organisation internationale. Ainsi est créée l'Organisation de la Conférence des Etats islamiques qui se réunit tous les deux ans au niveau des chefs d'Etat. Cette organisation qui ne suscite aucune protestation des pays occidentaux laïcs se veut, en fait, un concurrent au Mouvement des Non Alignés et de la Ligue Arabe, deux organisations internationales peu soumises aux intérêts des Etats-Unis dans la Guerre froide.

Un an après la création du Pakistan, le Moyen-Orient voit la naissance de l'Etat d'Israël qui se définit suivant le désir du fondateur du Mouvement sioniste, Théodore Herzl, comme l'Etat des juifs. Si le parti travailliste dominant jusqu'en 1977 se considère comme un parti laïc, les partis religieux ainsi que la droite expansionniste du Likoud deviennent des acteurs majeurs de politique intérieure et amènent à une judaïsation encore plus poussée de la vie publique et de la politique de l'Etat. L'Etat d'Israël se veut le défenseur du judaïsme et des Juifs à l'échelle internationale ; il déclare Jérusalem, capitale éternelle de l'Etat, ignorant la présence des lieux saints chrétiens et musulmans et le plan de partage des Nations Unies qui prévoyait que Jérusalem serait une ville ouverte, administrée internationalement.

Les gouvernements occidentaux, compte tenu du génocide des communautés juives d'Europe aux mains du régime nazi, acceptent de plus en plus que l'Etat d'Israël soit placé au-dessus des principes du droit international et du droit humanitaire, ce qui permet l'extension continue des colonies de peuplement et l'oppression grandissante de la population palestinienne qui l'accompagne nécessairement. A cette population occupée depuis 1967 par l'armée israélienne, il est demandé en fait d'arrêter toute forme de résistance et de protéger ses occupants et les colonies de peuplement qu'il crée. Ici encore des considérations religieuses amènent à mettre de côté les principes universels du droit.

Enfin, en 1979, en Iran, éclate une révolution qui se définit elle-même comme religieuse et se débarrasse à la fois du régime laïc du Chah d'Iran et des deux très influents partis marxisants, le parti communiste *Tudeh*, et celui des *Moujahadeen Khalq*. La révolution adopte un anti-impérialisme vigoureux et une politique de redistribution des revenus. Son succès est en partie attribuable au fait que ses

dirigeants islamisent habilement le discours et les vocabulaires, ce qui donne une résonance forte au niveau populaire à cette révolution. La tonalité de ce discours qui s'appuie sur le patrimoine de l'Islam d'obédience chiite, entraîne évidemment une crispation identitaire encore plus forte dans l'Islam saoudo-wahhabite dominant, qui a réussi presque partout à investir et dominer les communautés sunnites arabes et non arabes.

On ajoutera ici qu'en Méditerranée de l'Est, porte du Moyen-Orient, la désintégration de la Yougoslavie en 1992 est une catastrophe dont nous n'avons pas encore mesuré toutes les conséquences, car celle-ci s'effectue sur des bases et des considérations exclusivement religieuses pour séparer des Serbes orthodoxes des Croates et Slovènes catholiques ainsi que des Bosniaques ou des Kosovars musulmans dans une violence peu commune, encouragée sans doute aucun par le silence de certains pays de l'Union européenne, l'activisme militaire et politique d'autres en faveur de ces divorces sanglants!

### 3) L'application différenciée du droit international suivant l'appartenance ethnique et religieuse des gouvernements concernés

Désormais, le Moyen-Orient nage dans les vapeurs mystiques et religieuses. Les événements terroristes du 11 septembre 2001 se déroulent dans un contexte déjà bien labouré, aussi bien par la création des Etats mentionnés ci-dessus et se définissant tous par l'élément religieux, que par la révolution iranienne. Ces événements permettent aux thèses de Samuel Huntington sur le conflit des civilisations d'acquérir une popularité inespérée et d'entrer dans l'analyse courante des conflits du Moyen-Orient.

Les efforts récents de l'Iran d'enrichir l'uranium soulèvent une tempête de protestation des pays occidentaux. Pourtant ce pays a adhéré à l'Agence de l'énergie atomique et s'est soumis aux régimes de ses inspections, alors que l'Etat d'Israël qui dispose d'un arsenal atomique important a refusé d'adhérer au traité de non-prolifération, de même que le Pakistan et l'Inde, deux autres puissances atomiques.

Décidément, au Moyen-Orient la loi n'est pas la même pour tous, ce qui est le principe premier de la laïcité qui est ainsi dangereusement bafoué, en raison d'une instrumentalisation scandaleuse des identités religieuses. Que l'on songe au châtimement infligé durant treize ans au peuple irakien pour les erreurs de son dirigeant qui avait occupé le Koweït et à la non application du droit international dans le cas de la Palestine ou de l'occupation du sud du Liban durant 22 ans par l'armée israélienne. En effet, l'embargo économique global décrété par les Nations Unies sur l'Irak a entraîné la mort de dizaines de milliers de personnes, notamment des enfants et des vieillards, du fait de l'effondrement de toutes les structures sanitaires du pays causé par les sanctions économiques draconiennes, sans que le dictateur et sa suite ne soient aucunement dérangés.

Vraiment, c'est bien dans cette région du monde que se joue le sort de la guerre et de la paix dans le monde, car les conflits qui s'y déroulent suscitent des passions qui deviendront de plus en plus incontrôlables si un sursaut laïc n'intervient pas en Orient comme en Occident pour calmer ces passions et revenir aux valeurs humanistes et aux principes établis du droit international qui sont bafoués constamment dans cette région du monde.

Il convient de ne pas oublier que derrière les vapeurs et valeurs religieuses, se jouent au Moyen-Orient des batailles titanesques et purement profanes pour le contrôle du plus grand réservoir d'énergie du monde, mais aussi le carrefour géographique très stratégique entre les trois continents européen, asiatique et africain que constitue cette région du monde. Elle a eu, en outre, la gloire de voir naître les trois religions monothéistes, mais que de désordres, de guerres et d'ambitions se sont cachées et se cachent encore derrière l'invocation des valeurs de ces monothéismes ? Seule une vision profane, humaniste et donc laïque de ces conflits, peut contribuer à y ramener la paix et la concorde.

### **III. Comment peut-on encore sauver les valeurs républicaines et les principes de la morale kantienne cosmopolite ?**

#### *Arrêter la communautarisation du monde et la fragmentation des sociétés*

Nous sommes aujourd'hui à un tournant où il nous faut sauvegarder les valeurs républicaines et les sauver de la communautarisation qui s'empare du monde depuis quelques décades par la façon aveugle dont fonctionne la globalisation économique de pair avec l'affirmation de l'unilatéralisme politique des Etats-Unis entraînant avec eux l'Union européenne.

Il nous faut aussi sauvegarder les principes de la morale kantienne qui sont établis indépendamment des valeurs religieuses et métaphysiques et notamment de la théologie du salut monothéiste, même lorsque cette dernière est sécularisée.

Il faut encore sauvegarder le modèle de la société plurielle citoyenne de l'envahissement du modèle de la société multiculturelle à l'anglo-saxonne qui n'est le plus souvent qu'une agglomération de ghettos particularistes.

Certes, beaucoup de modèles impériaux dans l'histoire, de même que le modèle anglo-saxon actuel, préfèrent la fragmentation à base communautaire, ethnique ou religieuse de l'aire géographique de domination. Cela facilite le maintien, voir le renforcement de la domination et le contrôle des communautés satellisées, alors que des sociétés unies par un lien citoyen fort et des valeurs républicaines à la française offrent des résistances beaucoup plus fortes à ce type de domination qui utilise aujourd'hui la globalisation économique sauvage pour s'affirmer.

Reconnaissons ici que cette domination anglo-saxonne a aussi des aspects culturels non négligeables. C'est eux qui rongent progressivement les conceptions de la laïcité républicaine, car de nos jours, les notions d'« intégration » et d'« assimilation » au cœur de la problématique citoyenne ont acquis mauvaise presse, même dans la culture française et celle des pays francophones nourris des principes de la Révolution française. Dans un monde où les flux migratoires sont devenus si importants, peut-on, pourtant, renoncer à l'idéal citoyen en acceptant les conceptions de la société multiculturelle, c'est-à-dire la perpétuation, voir la reconstitution des communautés organiques, l'envahissement de l'espace public par les spécificités ethniques et religieuses, au détriment de l'espace citoyen, celui où se définit le bien commun.

En fait, l'idéal kantien d'une société cosmopolite ne peut advenir et prospérer qu'à partir d'espaces étatiques structurés sur des cultures bien assimilées, sur une bonne intégration de différentes catégories sociales dans cette culture et non sur un patchwork ou assemblage hétéroclite de mœurs et de façon de vivre. La société plurielle, forcément démocratique, est celle qui œuvre pour la liberté de penser la cité politiquement et non point celle qui encourage la liberté de communautariser la vie de la cité.

*Remettre en cause la liberté de constitution de groupes de pression ethniques et religieux sur le modèle américain*

Il est à la mode aujourd'hui de considérer que la démocratie doit consacrer le principe de liberté de discuter sur la place publique des statuts spéciaux dont voudraient jouir certains membres de communautés ethniques ou religieuses, en raison des spécificités qu'ils revendiquent pour leur communauté. Sur le modèle américain, des groupes de pression ethniques ou religieux se sont ainsi mis en place dans les pays européens, dont la France. La question du voile islamique a ainsi agité la France politique et médiatique de longs mois durant et perturbe aussi la vie d'autres pays européens. Les organes communautaires sont encouragés et courtisés lors des campagnes électorales. La question du financement des lieux de culte des communautés dont le nombre augmente par les flux migratoires pose aussi des problèmes importants pour les religions nouvellement établies et dont le financement vient souvent de gouvernements étrangers, notamment ceux des Etats à prétention religieuse. Autant de phénomènes aberrants auxquels seul un retour aux principes républicains et laïcs peut mettre un terme.

Certes, la laïcité ne peut plus être un anticléricalisme militant ou feutré. Ses partisans doivent accepter le débat théologico-politique avec les partisans d'un rôle direct du religieux dans la vie de la cité et ses valeurs, afin de démontrer les impasses auxquelles mène le fait de faire jouer à la religion un rôle de marqueur identitaire majeur et de mêler religion et politique dans la vision du monde. Beaucoup de laïcs croient que leurs valeurs sont des valeurs issues exclusivement du monothéisme à la nouvelle mode « judéo-chrétienne » et qu'elles s'opposent à des valeurs dites « arabo-musulmanes ».

Ils sont tentés par ailleurs et de façon paradoxale de verser dans ce que certains appellent un « intégrisme de la République », tant est grand leur refus d'un dialogue sérieux sur l'évolution politique du monde et leur méconnaissance des changements de sensibilités culturelles en Orient comme en Occident. Ils s'accrochent à des conceptions partielles et souvent périmées de la laïcité jacobine pour justifier une islamophobie devenue rampante, tant les pratiques politico-religieuses inspirées des idéologies d'Etat de l'Arabie saoudite ou du Pakistan peuvent effectivement avoir des aspects repoussants.

Le problème ici n'est pas tant la religion musulmane elle-même qui, comme toutes les religions à caractère universelle a eu des écoles théologiques innombrables, des exégèses contradictoires du texte de la Révélation coranique, des pratiques diverses et multiples suivant les époques et les milieux géographiques ou les identités ethniques des peuples ayant adopté cette religion. Mais bien plus tôt celui de réduire l'identité

complexe que forge l'adhésion à une religion à une seule pratique inspirée de politiques d'Etat.

Dans le monde exalté et multiple que nous vivons, l'approche laïque des problèmes doit développer sa connaissance des religions et des usages qui en sont fait à des buts de puissance géopolitiques ou, plus prosaïquement, à but de campagnes électorales dans tel ou tel pays.

*Les fausses et les vrais batailles de la préservation des valeurs laïques sur le « marché mondial » des religions et des ethnismes ?*

C'est une des raisons aussi pour lesquelles les tenants de laïcité se laissent attirer dans de fausses batailles, comme celle du refus de la mention de la religion chrétienne dans le patrimoine historique de l'Europe lors des débats sur la Constitution européenne. Il nous semble ici que la vraie question, qui n'a pas été posée, est celle des garanties à obtenir, qui auraient dû être inscrite dans cette constitution, de l'existence d'un minimum de règles de séparation de l'espace public et de l'espace privé. Dans cette perspective, les querelles sur le voile des collégiennes musulmanes à l'école publique devient presque anecdotique, tant la confusion des deux espaces est aujourd'hui à son comble. On pourrait y ajouter l'absence de discussion sur l'article qui met la politique étrangère de l'Union européenne sous la coupe de l'OTAN, instrument privilégié du déploiement impérial américain sous prétexte de défense des valeurs de l'Occident.

La laïcité sur ce plan se doit de sortir du carcan de la spécificité qui a caractérisé son émergence historique, à savoir la rivalité des deux pouvoirs temporels et spirituels et la lutte contre le monopole de la définition du dogme religieux par l'Eglise romaine. Elle doit se hausser au niveau supérieur de la philosophie universaliste et humaniste dont elle est issue et s'affirmer à nouveau comme le pilier majeur d'une pratique d'essence démocratique. Elle doit donc rappeler qu'une laïcité bien comprise est d'abord une doctrine de concorde civile à l'intérieur des Etats, ainsi que dans les relations interétatiques ; elle est aussi une doctrine qui protège l'individu de la dictature du conformisme et des pressions psychologiques que peuvent exercer sur lui les notabilités et dirigeants de sa communauté religieuse ou ethnique ; elle est, par ailleurs une doctrine visant à préserver l'intégrité de la religion et des valeurs spirituelles en les mettant à l'abri des manipulations des hommes politiques dans la compétition pour le pouvoir, de même qu'elle préserve l'intégrité de l'Etat en le mettant à l'abri de ces manipulations du religieux.

Bien plus, faut-il laisser faire la conception anglo-saxonne de la globalisation qui traite du besoin religieux comme du besoin d'un produit de consommation ? Les sociologues et politologues commencent, en effet, à évoquer un marché des religions à compétition ouverte que justifie la globalisation. Le prosélytisme religieux devient ainsi un phénomène courant. Celui-ci peut susciter des réactions vives, des tensions sociales lorsque des moyens financiers considérables sont à la dispositions des propagandistes de religion ou de nouvelles églises ou de sectes. C'est le cas en particulier des nouveaux évangélistes américains, des musulmans d'obédience saoudo-wahhabites et d'autres groupes prosélytes.

Certes, la liberté de croyance est une chose sacrée, mais cette recrudescence de prosélytisme dans le monde et son succès, ne prouvent-ils pas l'ampleur des malaises métaphysiques un peu partout dans le monde ? Malaises qui sont sociaux, culturels, identitaires et qui entraînent ceux qui en souffrent à chercher un remède dans un changement de croyances religieuses transcendantes, faute de trouver l'espace citoyen qui peut les intégrer, économiquement et socialement, mais aussi culturellement, leur assurer une éthique laïque ouverte et enveloppante, sans avoir à abandonner leur patrimoine spirituel spécifique. La multiplicité des conversions et des adhésions à de nouvelles églises, de nouvelles formes d'islam militant, au bouddhisme, etc... ne montre-t-elle pas que l'abandon d'une conception laïque, cosmopolite et républicaine de la gestion de la cité et des relations interétatiques crée plus de malaises qu'elle ne résout de problèmes ou ne prévient des conflits ? Le recul des conceptions et convictions citoyennes dans le vécu des individus n'ouvre-t-il pas la porte à de nouvelles formes de politisation des religions ?

### **Conclusion : le remède laïc aux douleurs du monde**

La laïcité n'est donc pas le « grand Satan » que l'on nous dépeint parfois. Si la sécularité a ouvert la porte à la laïcité historiquement, cette dernière est d'une nature différente. Elle règle beaucoup plus efficacement la question des rapports du religieux et du politique. La sécularité, si elle assure effectivement la liberté de croyance, ne résout cependant pas le problème de l'instrumentalisation de la religion dans la vie politique de la cité ; elle peut même compliquer considérablement et embrouiller cette question.

Pour être efficace cependant, la conception laïque doit évoluer, se dégager de sa gangue spécifique historique pour se déployer comme l'a fait Immanuel Kant dans la recherche d'une éthique de nature cosmopolite. Elle doit aujourd'hui élargir sa réflexion aux religions autre que le christianisme occidental, aider à définir ce que sont des problématiques de laïcité dans des sociétés musulmanes ou bouddhiques ou hindouistes. Elle ne peut rester crispé sur les souvenirs de certains épisodes de l'histoire spécifique de la France.

La philosophie politique laïque doit avoir le courage d'affirmer qu'au Moyen-Orient, aucun conflit n'est susceptible de solution sans un recours aux principes de laïcité. Elle doit aussi oser prétendre que ses principes sont les seuls qui peuvent constituer un antidote au consumérisme effréné que la globalisation économique entraîne, car seules des valeurs citoyennes fortes peuvent aider à arrêter le réchauffement climatique qu'entraîne la boulimie de consommation gaspilleuse d'énergie, d'eau et d'autres matières premières. La discipline citoyenne que la laïcité implique peut seule, en effet, amener les sociétés à accepter les efforts collectifs que nécessite un changement de modèle économique qu'appellent les nécessités de réduire les émissions de CO2.

Enfin, la laïcité est seule susceptible de rétablir des repères moraux et éthiques universalisables, parce qu'indépendants des croyances spirituelles et des besoins mystiques et de transcendance de la nature humaine.

Aussi me semble-t-il c'est bien à partir de la France que devrait se répandre un nouveau mot d'ordre, exigeant et mobilisateur : « REPUBLICAINS DU MONDE

ENTIER UNISSEZ VOUS ! ». C'est la mobilisation des énergies républicaines qui est susceptible de rétablir un peu de raison et d'humanisme, que nous a si bien enseigné le Siècle des Lumières. La gravité des problèmes géopolitiques du monde, et de ses douleurs actuelles, appelle à un sursaut de la conscience républicaine partout dans le monde pour faire barrage à la montée de l'obscurantisme et des barbaries. Seul un tel sursaut peut efficacement lutter contre les malaises profonds que provoquent les rétractions identitaires de nature diverses encouragées par la globalisation et la disparition de l'esprit cosmopolite. Ce sont ces dernières qui sont exploitées à des buts de puissance profane et qui contribuent à alimenter la vague de terrorisme qui n'en finit plus de secouer de nombreux pays.

Dans ce contexte, la laïcité mérite mieux que le regard dédaigneux et superficiel que lui accordent ses détracteurs. Mais elle mérite aussi de ses adeptes une ouverture d'esprit plus large, une culture politique et philosophique plus étendue, et la conscience qu'une laïcité bien comprise est le meilleur antidote aux fondamentalismes de natures diverses et à l'autoritarisme social, politique et culturels, voir parfois le totalitarisme, qu'ils impliquent.

-----